

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 06 juillet 2022
(Convocation du 29 juin 2022)

Aujourd'hui, le 06 juillet 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	52
• Voix	321
Présents	
• Nombre	21
• Voix	171
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	43
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	25
• Voix	214
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, M. Francis Dupouey
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Jean-Jacques Dané

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Affaires budgétaires - Durée d'amortissements des bâtiments publics en M57

Exposé des motifs :

Par délibération n° 139/2021 du 08 décembre 2021 le comité syndical a fixé le mode de gestion des amortissements des immobilisations appliqué à l'Institution Adour.

Les durées d'amortissement ont été fixées par catégorie de biens comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Imputations	Immobilisations imputations M57	Type de matériel (à titre indicatif)	Durée d'amortissement
	INCORPORELLES		
2031	Frais d'études	Frais d'études	5 ans
2051	Concessions et droits similaires	Logiciels	3 ans
	CORPORELLES		
21828	Autres matériels de transport	Voitures	5 ans
21838	Autres matériels informatiques	Matériel informatique : Ordinateurs, claviers, station d'accueil, serveurs, écrans...	3 ans
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	Bureaux, chaises, armoires, caissons...	5 ans
2185	Matériel de téléphonie	Standard ...	3 ans
2188	Autres immobilisations corporelles	Autres	5 ans

Il convient aujourd'hui de rajouter la catégorie bâtiment public oublié dans le précédent tableau.

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
 Vu la délibération n° 139/2021 en date du 08 décembre 2021 du comité syndical de l'Institution Adour fixant les durées d'amortissement des biens en M57 de la collectivité,
 Considérant l'oubli dans ce recensement de la catégorie de biens bâtiments publics

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de fixer la durée d'amortissement des bâtiments publics à 30 ans :

Imputations	Immobilisations corporelles	Type de bien (à titre indicatif)	Durée d'amortissement
21351	Bâtiments publics	Bâtiments	30 ans

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 06 juillet 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE